

Les startups européennes se voient freinées par une réglementation obsolète

Si l'écosystème des startups européennes montre un réel dynamisme dans son développement, la mise en conformité avec les réglementations bride leur croissance selon une étude menée par Stripe.

Temps de lecture : minute

5 juillet 2022

Réalisée auprès de 200 membres utilisateurs de Stripe (fondateur d'entreprise, responsable juridique, etc.), l'étude pointe avant tout une image nuancée, mais optimiste de l'environnement européen. Celle-ci se concentre essentiellement sur deux points : le niveau d'éducation et de disponibilité des talents (73 %), ainsi que la proximité géographique des marchés (56 %). Corrélé à ce dernier point, l'harmonisation réglementaire qui peut exister au sein des 27 dans certains domaines facilitent la reproduction de leur modèle commercial dans d'autres pays.

L'enquête menée par Stripe rappelle également que les startups européennes ont connu une croissance de 400 % en 2020, contre 124 % aux Etats-Unis. Un chiffre très encourageant, qui cache néanmoins une faiblesse de taille : une réglementation inadaptée aux économies numériques. Qui pousse tout de même 80 % des entrepreneurs à émettre des doutes sur la capacité de l'Europe à devenir une référence mondiale du secteur au cours de la prochaine décennie.

Le manque de temps

Les 200 participants à l'étude soulignent, en parallèle, que l'environnement législatif européen n'est pas adapté pour soutenir la croissance des startups. Plus de la moitié d'entre eux estiment que le temps nécessaire mis par leurs équipes pour se mettre en conformité avec les réglementations européennes menace leur entreprise. Et la situation ne semble pas s'arranger, 8 répondants sur 10 estiment que le temps consacré à ses tâches augmente.

Ils se montrent également inquiets sur l'incertitude des nouveautés réglementaires à venir (35 %), notamment parce que les décideurs politiques ne comprennent pas les problèmes des startups (88 %). Finalement, ce ne sont pas des points réglementaires précis qui entravent ces startups, mais le temps nécessaire pour y répondre. Prenons comme exemple le RGPD. 42 % des interrogés estiment que le manque d'exécution forcée et d'harmonisation hors des frontières alimentent les frustrations des petites entreprises.

Résultat : un tiers des sociétés interrogées admettent avoir envisagé de créer leur société à l'étranger et particulièrement aux Etats-Unis (25 %), où la réglementation est jugée plus favorable.



À lire aussi

Le Digital Markets Act peut-il accélérer la croissance de l'économie numérique en Europe ?

Des pistes à explorer

Malgré ces freins réglementaires, les entrepreneurs interrogés se montrent plutôt optimistes et confiants quant à la capacité de l'Europe à mettre en place et fournir un environnement plus favorable au développement de l'innovation européenne dans les années à venir. Ils pointent d'ailleurs comme exemple les réglementations mises en place au niveau des FinTech, qu'ils jugent favoriser la concurrence et l'innovation.

Cinq pistes sont proposées pour améliorer cet environnement réglementaire :

- Regrouper, coordonner et mettre en œuvre les mesures et initiatives existantes conçues pour supprimer les obstacles à la croissance et faire évoluer les startups en scaleups ;
- Mettre en place des guichets uniques et fournir des conseils

- harmonisés aux entrepreneurs européens ;
- Accroître la numérisation des démarches administratives liées à la création et au développement d'une entreprise ;
 - Organiser une communication plus structurée entre les startups et les décideurs politiques, afin de garantir que les priorités et les points de vue des startups soient pris en compte dans l'élaboration des politiques publiques ;
 - Harmoniser les régimes réglementaires, réduire les frictions et maximiser la croissance.
-

Article écrit par Anne Taffin